

L'Iran demeure englué dans le marasme économique

Synthèse

L'Iran connaît une quasi-stagnation économique depuis des décennies, du fait des sanctions internationales et du verrouillage de l'économie par les gardiens de la révolution. Cette situation est une des raisons à l'origine du mécontentement populaire. Pour le régime iranien il n'existe pas de solution simple : soit aucune réforme n'est menée et le marasme économique alimentera un peu plus la colère, soit le monopole des gardiens de la révolution sur de nombreux secteurs est levé, auquel cas le régime perd ses soutiens économiques.

1. Le long enlisement économique de l'Iran

Au début des années 1970, porté par les cours élevés du pétrole, l'économie iranienne avait connu un certain dynamisme. En 1976, le PIB iranien représentait 4,2 % du PIB des États-Unis, son point le plus haut, contre seulement 1,5 % une quinzaine d'années plus tôt¹.

Les années de trouble politique à la fin des années 1970, la révolution islamique de 1979 puis la guerre avec l'Irak ont entraîné un plongeon du PIB d'environ 40 % entre 1976 et 1988 (année de la fin de la guerre avec l'Irak). Il s'agit d'une contraction de l'activité extrêmement forte, d'ampleur comparable que celle connue par la Russie suite à la chute de l'URSS. Dans les années 1980 et 1990, les prix bas du pétrole (le « contre-choc pétrolier ») ont renforcé les difficultés de l'Iran. Il faut attendre l'an 2000 pour que le PIB réel iranien retrouve son niveau de 1976.

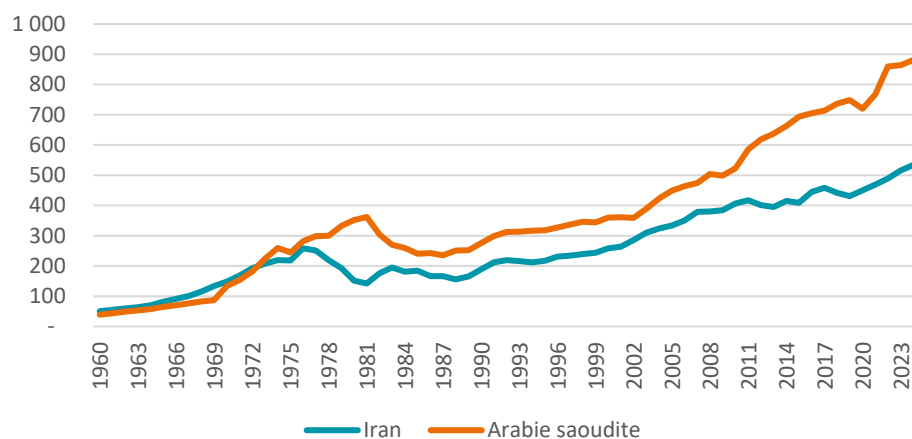
Depuis une vingtaine d'années, l'économie iranienne est globalement en croissance, mais cette dernière est lente et irrégulière. Le pays n'a pas connu le développement rapide des pays d'Asie, ni même la croissance d'autres pays de la région : le PIB iranien a été multiplié par 2 depuis 2000 alors que celui de l'Arabie Saoudite a été multiplié par 2,5.

L'économie du pays demeure vacillante, comme l'indique l'inflation élevée, avec des pics à plus de 40 % ces dernières années². La vétusté de l'appareil productif et l'isolement du pays conduisent à des situations de pénurie qui poussent les prix à la hausse, tout comme l'effondrement de la monnaie qui renchérit le prix des importations.

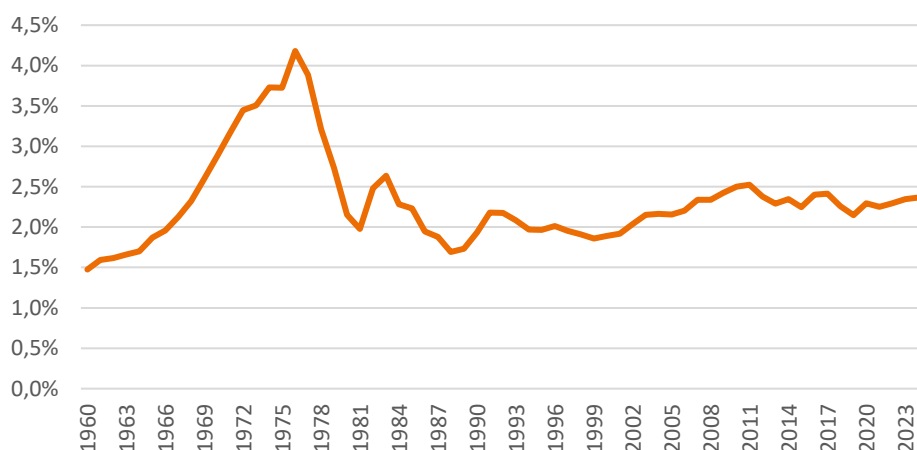
¹ Calculs Bersingéco d'après données Banque mondiale, en dollars constants

² WEO

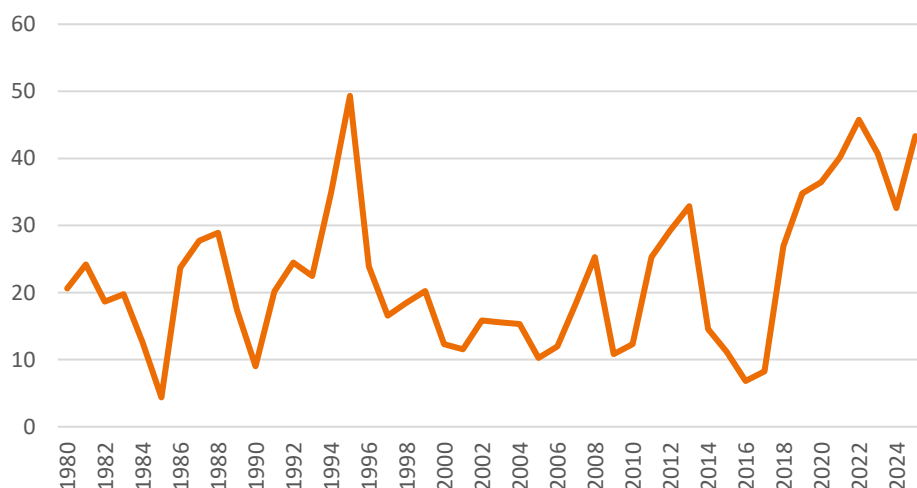
PIB en dollars constants de 2015
(source Banque Mondiale)



PIB Iran en % du PIB des Etats-Unis
(source Banque Mondiale)



Inflation annuelle Iran (% , source WEO)



2. Un marasme économique lié à la situation politique

Il n'y a aucune raison fondamentale pour que l'Iran, pays doté des troisièmes réserves de pétrole au monde³, demeure englué dans la stagnation économique. Cette situation découle de choix politiques, tant extérieurs qu'intérieurs.

En termes de politique extérieure, l'Iran se pose en adversaire des États-Unis et d'Israël. Son programme nucléaire attise également la crainte des autres pays. En conséquence, l'Iran fait face aux embargos occidentaux qui – et c'est d'ailleurs bien leur but – freinent son développement en coupant le pays des flux financiers et commerciaux.

En termes de politique intérieure, des pans entiers de l'économie sont contrôlés par des proches du régime, en l'occurrence les gardiens de la révolution⁴. Comme toujours quand la réussite entrepreneuriale est dictée par les liens politiques plus que par l'efficacité des entreprises, la productivité et la croissance sont impactées. Qu'importe que les entreprises soient mal gérées, elles sont à l'abri de toute concurrence et aucune technologie ou idée nouvelle ne peut émerger si elles risquent de nuire aux monopoles établis. En conséquence, aucune industrie n'émerge en Iran et le pays reste dépendant du pétrole (qui représente environ la moitié des recettes publiques⁵) pour maintenir tant bien que mal son économie à flots.

3. Économiquement, il n'existe pas de bonne solution pour le régime actuel

Les dirigeants iraniens font face à une situation économiquement inextricable. Si aucune réforme n'est conduite pour déverrouiller les monopoles en place, le pays demeurera englué dans une croissance au mieux faible et une inflation élevée, ce qui ne peut qu'accentuer le mécontentement populaire. Mais, si les gardiens de la révolution lèvent leur contrôle sur des pans entiers de l'économie, permettant l'émergence d'une concurrence apte à dynamiser la productivité, le régime perd ses appuis dans la sphère économique et risque donc d'être renversé.

De plus, la faiblesse des cours du pétrole (un peu plus de 60 dollars le baril de Brent début 2026) érode la seule force économique du pays et affaiblit un peu plus la monnaie, ce qui stimule l'inflation et donc le mécontentement de la population.

Il ne reste plus au régime d'autre choix pour assurer sa survie que d'opter pour la répression afin de faire taire tout mécontentement, ce qui semble être la voie choisie⁶...

³ <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/oil-reserves-by-country>

⁴ <https://www.euronews.com/business/2026/01/09/irans-revolutionary-guard-control-the-economy-heres-why-the-currency-suffers>

⁵ Article IV du FMI

⁶ https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/10/en-iran-une-repression-sanglante-et-a-huis-clos_6661266_3210.html

Cours du pétrole brut (\$ par baril, source Investing)



11 janvier 2026

Sylvain Bersinger, économiste et
fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

